

«M. Chirac se déclare hostile à l'adhésion de l'Espagne» dans La Libre Belgique (3 juillet 1977)

Légende: Le 3 juillet 1977, le quotidien belge La Libre Belgique fait un compte rendu sur une déclaration aux médias de Jacques Chirac, président du parti français «Rassemblement pour la République» (RPR), sur son opposition à l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes.

Source: La Libre Belgique. 03.07.1977. Bruxelles.

Archivo General del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, Madrid. 60 (E) 77-22 (F). R 014583.

Copyright: (c) La Libre Belgique

Le présent article est reproduit avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be.

URL: http://www.cvce.eu/obj/m_chirac_se_declare_hostile_a_l_adhesion_de_l_espagne_dans_la_libre_belgique_3_juillet_1977-fr-3f6883c4-3b82-4281-a0eb-870b5e77db3a.html

Date de dernière mise à jour: 06/02/2014

M. Chirac se déclare hostile à l'adhésion de l'Espagne

Alors que le président Girard d'Estaing terminait, samedi, par une visite à Saint-Jacques-de-Compostelle son voyage officiel en Espagne au cours duquel il s'est prononcé pour l'adhésion de ce pays à la Communauté européenne, M. Chirac, le président du R.P.R., principale formation de la majorité française, a affirmé son hostilité et celle de son mouvement à cette adhésion.

M. Chirac, interrogé par les stations de radio « Europe 1 » et « Sud Radio », a justifié cette « hostilité » en soulignant que la production espagnole de vins, de fruits et de légumes était telle

« qu'il était tout à fait exclu que l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ne se traduise pas par une perturbation majeure » dans l'économie des régions françaises productrices des mêmes produits. « Cela, nous ne pouvons pas l'admettre, d'où notre réserve et, je dirai, notre hostilité à cet élargissement du Marché commun », a poursuivi M. Chirac.

Au cours d'une réunion publique à Castelnaudary (Sud-Ouest), samedi soir, il a réitéré cette position, déclarant qu'il « serait une erreur capitale d'élargir la C.E.E. »